



Conseil de sécurité

Distr. générale
31 juillet 2017
Français
Original : arabe

Lettres identiques datées du 27 juillet 2017, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, je tiens à appeler encore une fois votre attention sur les conditions inhumaines et les souffrances que subissent au quotidien les habitants des localités de Kafraya et Fouaa (province d'Idlib), soumis à un siège par des groupes terroristes armés aux affiliations multiples qui, depuis des années, entravent toute possibilité d'acheminer une assistance humanitaire, alors que de hauts fonctionnaires de l'ONU, ses organes chargés des droits de l'homme et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires conservent le mutisme le plus total et que des représentants du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique racontent des balivernes en prétendant se soucier du sort des civils syriens.

Les conditions catastrophiques vécues par plus de 7 000 civils syriens qui se retrouvent pris au piège dans un secteur d'une superficie de moins de 10 kilomètres carrés sont une tache pour l'humanité et les États occidentaux qui ont tourné le dos à ces civils, en majorité des femmes et des enfants. Les habitants souffrent cruellement de l'absence de produits les plus élémentaires, comme les vivres, les médicaments et l'eau potable; des familles entières se voient contraintes de survivre avec des rations de 500 litres d'eau pendant plusieurs journées tout en étant également privées d'électricité du fait des pénuries de carburant. Les conditions de vie des femmes et des enfants se dégradent également en raison de l'absence de soins de santé de base et notamment des vaccins requis pour prévenir les maladies transmissibles et non transmissibles qui se répandent du fait de conditions de siège barbares. Les habitants n'ont pas accès aux vêtements nécessaires pour se protéger de la chaleur de l'été et du froid de l'hiver.

La soi-disant communauté internationale a laissé les habitants de Kafraya et de Fouaa à la merci des organisations terroristes armées qui sont actives dans la province d'Idlib, avec le soutien de gouvernements et de régimes bien connus. L'organisation la plus notoire est le Front Nusra, inscrit sur la liste des organisations terroristes tenue par le Conseil de sécurité. L'ONU a cessé d'exiger que les convois d'assistance humanitaire se rendent dans ce secteur, depuis l'application de l'Accord de cessez-le-feu portant sur les quatre localités, il y a quelques mois.

Il est inadmissible que le Conseil de sécurité demeure coi tandis qu'une génération d'enfants syriens habitant dans ces deux localités soient privés de leurs droits les plus élémentaires, y compris le droit à la vie et à un sentiment de sécurité, de jouer sans crainte des balles perdues et des attaques perfides de missiles ou encore du droit à l'éducation et aux soins de santé. Tout cela suscite des



interrogations quant au sérieux et à la crédibilité des programmes et initiatives de l'ONU relatifs aux droits de l'homme en général et aux droits de l'enfant en particulier.

La Syrie demande à l'ONU et au Conseil de sécurité qui se réunit aujourd'hui pour débattre de la situation dans le pays de prendre des mesures immédiates afin de mettre fin aux souffrances des habitants de Fouaa et Kafraya, contre lesquels les organisations terroristes tentent de commettre un génocide en les soumettant à un siège, à la famine comme arme de guerre et à des tirs de missile ou de franc-tireur. Ils commettent des actes barbares de terrorisme contre des personnes évacuées temporairement, comme lors de l'attentat de Rachidin le 15 avril 2017 au cours duquel plus de 120 femmes et enfants ont été tués et des dizaines d'autres civils innocents blessés.

Les habitants de Fouaa et de Kafraya en appellent à la conscience du monde pour les sauver, car le temps presse. Mon pays se demande si certains membres du Conseil de sécurité cesseront de politiser l'assistance humanitaire et interviendront pour sauver les habitants de Fouaa et de Kafraya avant qu'il ne soit trop tard, car il ne s'agit pas d'une question de jours ou de semaines : il faut agir sur le champ pour acheminer des denrées alimentaires et des médicaments à Fouaa et Kafraya.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bashar **Ja'afari**
